CCEF des Etats-Unis
Section de Nouvelle Angleterre

Activité économique au second semestre 2011

Boston, 2 mars 2012

Cette note résulte d'un travail collectif qui vise à cerner les tendances de la conjoncture économique aux Etats-Unis et surtout en Nouvelle-Angleterre. Comme on le sait, la section de Nouvelle-Angleterre réunit des cadres et des chefs d'entreprises appartenant à des horizons sectoriels complémentaires, qui vont de l'industrie lourde aux secteurs du tourisme et de la santé en passant par la petite entreprise innovante. Les informations contenues dans les première et seconde parties de la note proviennent de sources officielles alors que la seconde s'appuie sur des données de terrain. Elles ne prétendent pas à l'exhaustivité et ne représentent que le point de vue des CCE qui se sont exprimés.

Cette note est finalement une contribution de la Section qui s'adresse non seulement à nos autorités immédiates (Consulat, service économique de l'Ambassade, etc.) mais aussi aux acteurs économiques français qui souhaitent disposer d'un éclairage sur la conjoncture actuelle dans cette région des États-Unis.

Résumé :
Engagé en 2010, le mouvement de croissance a fait long feu en fin second semestre 2011, venant contredire la plupart des prévisions. Pour 2012, l'activité économique américaine sera en faible hausse, laissant la place à un niveau de chômage élevé qui ne descendra pas probablement pas en deçà du seuil de 8%, quels que soient les scénarios économiques. Dans ce contexte, l'inflation se stabilisera à moins de 2%. C'est la première fois depuis la crise de 1929 que l'Amérique vit un tel scénario de crise prolongée sur fond de mondialisation, d'interrogations sur sa gouvernance économique et d'incertitudes sur un modèle qui a fait sa prospérité. En 2012, le déficit budgétaire et le poids de la dette vont restreindre la marge de manœuvre des pouvoirs publics pour relancer l'économie ou pour identifier de nouvelles sources de croissance.

Région prospère, la Nouvelle Angleterre confirme son assez bonne santé économique grâce à son insertion réussie dans l'économie de la connaissance. L'activité et le chômage évoluent dans la bonne direction. La plupart des indicateurs montre que la Nouvelle Angleterre fait mieux que la moyenne du pays. Cette situation est notamment liée au dynamisme des industries de la santé et de l'informatique. La section CCEF relève un nouveau phénomène susceptible de modifier la donne énergétique aux E.-U.: la montée en puissance du gaz naturel et l'émergence du gaz de schiste. Autre point : les E.-U. devront prochainement investir dans les infrastructures de transport d'électricité.

1/ Aperçu des évolutions de la conjoncture économique aux Etats-Unis

Les publications sur la conjoncture américaine intervenues depuis notre dernier papier de l'été 2011 « Etats-Unis : une reprise prudente » sont en général très convergentes et guère optimistes. Fin 2010, les économistes parlaient d'une année « pour rien » en évoquant la probable évolution économique des États-Unis pour l'année suivante. Les perspectives 2012 inquiètent déjà même si les feux de l'actualité se concentrent sur la menace financière que représente l'Europe.
Comme le fait récemment remarquer Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, c'est la première fois depuis la grande dépression de 1929 que le pays connaît une situation de chômage dépassant 8% pendant une période supérieure à 4 ans consécutifs. Autre phénomène nouveau, globalement, le taux d'activité des américains n'a presque jamais été aussi bas à 58,5%, notamment sous l'effet du chômage de longue durée. Les caractéristiques du chômage des États-Unis tendent à ressembler à celles de l'Europe. Cela signifie que toute nouvelle reprise de croissance ne s'accompagnera pas nécessairement d'une baisse mécanique du chômage, au moins dans les proportions observées lors des cycles de conjonctures favorables comme cela a toujours été le cas aux Etats-Unis. Dans ses prévisions macroéconomiques publiées fin 2011, l'OCDE avance que la situation n'est pas appelée à beaucoup s'améliorer au cours de l'année 2012. Dans tous les scénarios la barre des 8% ne serait pas franchie avant fin 2013, ce qui fait craindre aux économistes la même situation « *d'une décennie perdue* » qu'ils projettent sur l'Europe[1], à savoir un fort taux de chômage et une activité anémiée. Le front de l'emploi va donc rester une préoccupation majeure pour les américains et les autorités du pays.

Dans la pratique cette inquiétude va de pair avec l'activité qui n'a pas suivi la pente ascendante que lui prêtaient les économistes de la Réserve fédérale, de l'OCDE ou du FMI à la mi-année 2011. Une preuve qu'ils peuvent pécher par optimisme, sinon carrément faire erreur. Dans son rapport du 28 nov. 2011 sur la conjoncture, le chef économiste de l'OCDE indique que «*compte tenu de l'incertitude à laquelle ils font actuellement face, les décideurs doivent se préparer au pire* ». Certes la croissance américaine du PIB en 2012 est appelée à se situer à un niveau légèrement supérieur à 2011, soit 2% contre 1,7%, mais compte tenu du fonctionnement de l'économie américaine dont le modèle de croissance repose pour les deux tiers sur la demande intérieure, les économistes s'accordent à penser qu'une croissance inférieure à 3% correspond à une conjoncture défavorable.

Sur un autre front, celui de l'inflation, les économistes se sont aussi trompés en laissant penser qu'elle allait poursuivre sa tendance haussière au-delà de 3% en année pleine. La faible tension sur les facteurs associée à des prix de matières premières en recul et des anticipations négatives conduit l'OCDE à fixer ses prévisions d'inflation à un peu plus de 1% en 2012.

Malgré ces prévisions erronées, le sentiment général sur l'économie est négatif. Il est renforcé par les enquêtes de conjoncture réalisées auprès des entreprises américaines. Selon l'OCDE, la confiance des entreprises et des ménages ainsi que les carnets de commandes se sont brutalement dégradés depuis l'été 2011, sans toutefois atteindre les niveaux de 2008-2009. Les récents débats parlementaires sur le budget et sur le maintien de l'avantage fiscal des salariés quant à la taxe fédérale sur les rémunérations ont une nouvelle fois alimenté le sentiment général d'un blocage institutionnel, le même qui a conduit l'une des agences de notation à dégrader la note de la dette américaine à la mi-année 2011. Sur le budget, le

[1] « Le Monde » du 29 nov. 2011.

Président Obama avait mis sur pied un comité parlementaire à la suite de cette dégradation. Il devait se mettre d'accord sur un périmètre d'économies de 1 000 milliards de dollars sur dix ans. Las ! Le 23 novembre 2011, le comité, pourtant composé de personnalités des deux bords politiques, a fait savoir qu'il n'était pas en mesure de se mettre d'accord. Peu avant Noël 2011, c'est de haute lutte que le Parlement américain (les deux chambres) est parvenu à se mettre d'accord sur la poursuite d'un avantage fiscal destinés aux salariés…pour les deux prochains mois. A eux seuls, ces deux événements illustrent les difficultés rencontrées par les Etats-Unis dans la gouvernance économique du pays.

En d'autres temps, ces chicaneries politiques auraient eu le mérite de faire sourire. Malheureusement, combinées aux évolutions économiques du moment, elles alimentent « *une perception plus aiguë des risques et une accentuation de l'incertitude, ainsi qu'une dégradation de la confiance, tant sur le marché des capitaux que dans le secteur privé non financier* »[2]. Le résultat attendu de ce principe théorisé par les économistes est que cette incertitude va prochainement se traduire par des investissements moindres, des décisions d'embauches différées et une consommation de biens durables en baisse. Alors que le modèle économique libéral américain reste fondé sur la consommation intérieure, le crédit accessible et une faible fiscalité indirecte, cette incertitude de la confiance associée à de piètres performances économiques annonce des temps difficiles. D'autant que, simultanément, les pays émergents prennent une place économique grandissante et que d'autres modèles économiques apportent un démenti quant à l'inexorable déclin relatif des pays riches. Dans la zone OCDE, on pense tout naturellement à la situation de l'Allemagne qui parvient non seulement à obtenir une balance des paiements excédentaire mais aussi à faire en sorte que la zone euro dans son ensemble dégage un excédent commercial.

Mais plus préoccupant encore est sans doute le fait que tous les observateurs de l'économie américaine ne parviennent pas à identifier les facteurs ou/et les branches économiques susceptibles de tirer la croissance de demain. Après l'électronique, l'informatique, Internet ou les biotechnologies, qu'est-ce qui va faire redémarrer l'économie et la croissance américaine ?

Nul ne le sait. Et ce n'est pas les récents débats parlementaires qui sont venus apporter des débuts de réponse. La seule certitude en ce début d'année électorale est que les premières coupes budgétaires vont intervenir mécaniquement en 2012, suite à l'échec du comité bipartisan. On ne connaît pas la clé de répartition de ces coupes mais leur hauteur : elles seraient comprises entre 2 et 3% du PIB en 2012 et 2013. Dans tous les cas, il faut s'attendre à de longs débats parlementaires surtout que le ratio d'endettement par rapport au PIB pour 2013 devrait dépasser le niveau de 2011 (105,5 contre 97,6). Déjà obtenu dans la douleur, le compromis temporaire et conditionnel du relèvement du plafond de la dette américaine intervenu au printemps 2011 va être soumis à de rudes défis en 2012. Prochainement le Président doit solliciter du Congrès une hausse du plafond qui passerait de 15 194 milliards à 16 394 milliards. Au total, il faut donc craindre que l'exécutif soit privé de marge de manœuvre budgétaire « *pour réagir de façon plus flexible (...) à une situation économique moins bonne que prévue* »[3]. L'OCDE va même plus loin dans ses hypothèses : si le gouvernement américain devait être soumis à ce scénario noir imposé par les parlementaires alors il faudrait s'attendre à une dramatique purge, c'est-à-dire à une récession en 2012 (soit une croissance de - 1,7 %) et 2013 (- 1,18%) avec ses effets collatéraux sur toutes les autres économies de la planète.

[2] In « Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2011/2@OCDE 2011 – version préliminaire ».
[3] Idem n°2 (p. 42).

Certes nous n'en sommes pas encore là. Mais l'équation est posée : plus le levier budgétaire est abaissé, moins la marge d'intervention de l'exécutif américain est grande et plus la situation économique intérieure est appelée à se dégrader. Pour le coup, l'autre levier d'intervention, le monétaire, deviendrait alors inopérant parce que les taux d'intérêt continue d'être historiquement bas et que la Réserve fédérale arrive au bout de ses capacités à injecter des liquidités dans le système. En effet, le taux directeur de la Réserve restera faible jusqu'en 2013. De surcroît, cette dernière a décidé d'allonger l'échéance moyenne de son portefeuille de titres d'ici fin 2012[4].

Cette mesure faisant suite à l'injection de liquidités à hauteur de 600 milliards de dollars, sous forme d'achats d'obligations dans le cadre de sa politique de « desserrement quantitatif[5] », la Réserve pourrait ne pas s'arrêter là. Alors qu'elle détient près de 17% de la dette américaine, soit environ 2 400 milliards, la Réserve pourrait être invitée à en rendre liquide une nouvelle tranche pour desserrer l'accès au crédit et faire redémarrer l'économie. Le risque c'est bien évidemment de faire gonfler la masse monétaire et de déclencher des anticipations inflationnistes. C'est aussi d'envoyer un message négatif en direction des marchés internationaux en émettant de la monnaie. Une autre tentation consisterait pour l'exécutif, avec l'appui du Parlement, de différer les restrictions budgétaires prévues pour 2012 et 2013, afin de bénéficier d'une conjoncture plus favorable pour ensuite engager un mouvement d'assainissement des finances publiques. Ce scénario est celui de la fuite en avant monétaire. Depuis la fin de la convertibilité or du dollar, il a été choisi à chaque retournement de conjoncture. Il a certes fait gonfler la dette américaine jusqu'au niveau que nous lui connaissons actuellement mais sans causer de dommages monétaires car l'essentiel de la dette américaine était alors absorbée par le reste du monde. En d'autres termes, les E.-U. pouvaient commodément émettre de la dette. Désormais, la situation est radicalement différente : le différentiel des taux avec les autres zones économiques est en défaveur des E.-U. et les titres de la dette américaine exprimés en USD se vendent moins bien en raison du recul relatif du dollar comme monnaie de réserve dans le monde. Sur ce sujet, les pratiques monétaires américaines ainsi que le niveau de dette du pays suscitent aussi des interrogations dans le reste du monde, d'autant que, parallèlement, et même en situation de crise financière aiguë, la BCE ou la Banque Centrale du Japon continuent de neutraliser chaque rachat de dette souveraine en retirant du système monétaire un volume de liquidités équivalent. Un fonctionnement qui reste étranger à la Réserve fédérale, et ce, depuis des décennies.

Au final, c'est donc bien à une question de politique et de modèle économique que les Américains sont confrontés. De toute évidence, la crise économique qui se prolonge met durablement à mal un système de prospérité fondé sur la consommation intérieure, une très faible imposition et un crédit accessible, le tout fonctionnant avec un état fédéral en déficit budgétaire croissant et contraint d'émettre de la dette souveraine. Même si les chiffres de nov. 2011 font montre d'une croissance des transactions, la dramatique situation du marché immobilier américain, qui restera un dossier chaud en 2012[6], constitue une bonne illustration d'un modèle qui a de toute évidence atteint certaines limites. La prochaine campagne électorale sera sans doute l'occasion de débattre de ces questions.

---

[4] Opération appelée « twist » qui consiste à convertir des titres courts en titres longs.

[5] « *Quantitative easing* ».

[6] 2,2 millions de résidences sont en situation de saisie immobilière par les créanciers. Depuis 2005, ce sont 2 millions d'emplois qui ont été perdus dans ce secteur. La vente de maisons neuves est passée de 1,28 million en 2005 à 305 000 en 2011. Détenues par les banques sur les particuliers, les créances immobilières pendantes depuis plus de trois mois sont estimées à 800 milliards de dollars aux Etats-Unis (source : Business Week du 26 déc. 2011).

2/ Et la Nouvelle-Angleterre ?

Vu de Boston, les difficultés macroéconomiques du pays sont moins perceptibles qu'ailleurs. Car, en Nouvelle-Angleterre, le paysage économique est globalement satisfaisant. Les indicateurs économiques continuent de s'inscrire dans une tendance de reprise. Avec une population d'environ 18,5 millions d'habitants, en augmentation régulière, les six états de la N.-A.[7] forment un ensemble économique prospère[8] mais marqué par une forte disparité de structures économiques. Ainsi les points communs sont faibles entre les états ruraux et agricoles du nord (Maine, Vermont) et le Rhode Island, petit état en pleine restructuration industrielle ou le Massachusetts[9] qui affiche une insolente prospérité en raison d'une stratégie de développement tournée vers les hautes technologies, les sciences de la vie et l'attractivité universitaire. Nous mettrons volontairement de côté la situation du Connecticut dont les activités tertiaires (sièges sociaux) sont attirées par une fiscalité particulière.

Ce qui distingue la Nouvelle Angleterre et le Massachusetts en particulier, c'est d'avoir trouvé une voie dans la mondialisation et l'économie de la connaissance. Ce que la Fondation Kaufman appelle la "structure idéale de la nouvelle économie". Elle repose dans la pratique sur la capacité d'un pays, - et dans le cas des Etats-Unis, des états fédérés - à générer de l'innovation et à adapter son modèle structurel. Selon l'étude "*State Economy Index*" de la Fondation, le Massachusetts arrive largement en tête. Il se présente comme l'Etat qui a le mieux assimilé les caractéristiques fondamentales de la nouvelle économie, notamment en ce qui concerne sa capacité à favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat.

D'une manière générale, cette situation trouve sa traduction dans les données macroéconomiques de la région. L'activité économique, calculée sous forme d'indice, évolue très favorablement au cours de la seconde moitié de l'année, notamment au Mass. (+ 5%) et au Rhode Island (+7 %). Globalement en baisse, le taux de chômage dans les cinq états atteint une moyenne de 7,8 % mais avec des écarts significatifs liés à la structure économique de chaque état: Mass. (7,6%), New Hampshire (5,3%), Vermont (5,9%), Rhode Island (10,6%) et Maine (7,6%). Selon la section CCEF, ces chiffres ne rendent pas vraiment compte du fait que le chômage touche assez peu les CSP élevées, notamment les actifs impliqués dans des activités de R&D où certains secteurs font même face à des pénuries de main d'œuvre. Dans son rapport « beige » publié en nov. 2011, la Réserve de Boston confirme cette situation dans le logiciel et la vente, ce qui conduit à des hausses des salaires de 3 à 5%. Dans le cas particulier du logiciel et des STIC, le chiffre d'affaires du secteur a ainsi cru de 20% sur un an. Selon des sources propres à la Réserve, le marché de l'emploi en Nouvelle Angleterre fonctionnerait mieux qu'ailleurs aux Etats-Unis, ce qui augurerait une bonne année 2012 dans ce domaine.

Cette appréciation est confirmée par la hausse des salaires versés (+5,3 % sur un an) et des coûts salariaux (+4,2%). Sur le front de l'immobilier, les marchés sont certes en meilleure posture que dans le reste du pays mais restent très influencés par la conjoncture financière : le prix des maisons en N. A. tend à baisser (- 2,5 % contre - 4,5% dans le reste du pays), tout comme le nombre des transactions immobilières (-19,8 % contre – 12,7% dans le reste du pays) et les mises en chantier (- 17,3% sur un an). Sur le grand Boston, le prix médian des

[7] Vermont, Maine, Rhode Island, Massachusetts, New-Hampshire, Connecticut (voisin de l'état de New-York).

[8] Le produit intérieur de la N.-A. est comparable à celui de la Pologne dont la population se monte à env. 39 millions d'habitants.

[9] En dollars de 2000, le PNB de l'Etat atteint 305 milliards de dollars en 2007 (286 en 2004), soit le 15ème rang des 50 états américains. En revenu par tête, le Massachusetts occupe la 4ème place des 50 états en 2007 (le Connecticut, état voisin du Massachusetts en Nouvelle-Angleterre, se situe lui à la seconde). Plus de 85% de la population travaille dans les secteurs non-industriels (services, recherche, commerce, etc.). Source : BEA.

biens immobiliers a chuté de 10,5% sur un an[10]. Comme ailleurs aux E.-U., les américains découvrent un phénomène nouveau lorsqu'il s'agit de financer un bien immobilier : alors que les taux sont très bas, les banques assortissent leurs prêts de conditions d'éligibilité[11] (« *qualification* »), ce qui introduit des contraintes sur un marché immobilier qui restera sans doute à des niveaux de prix et de volume comparables en 2012.

3/ Eclairages sectoriels spécifiques provenant des CCEF de Nouvelle Angleterre

Dans l'industrie, une bonne fin d'année 2011, mais la prudence reste de mise pour 2012

Pour les biens manufacturés, la section constate une bonne fin d'année 2011 notamment dans la chimie et les équipements industriels. Cette tendance est aussi globalement relevée la « National Association of Manufacturers », la production industrielle ayant cru de 0,9% en décembre aux Etats-Unis, taux le plus élevé de 2011. La situation est toutefois encore fragile car les consommateurs restent très prudents et dépensent de manière plus réfléchie. La réduction prévue des dépenses publiques devrait également pénaliser la demande à court terme. Les clients ont resserré leurs budgets, les prises de décisions s'inscrivent dans des durées plus longues.

Seule ombre au tableau, le secteur des semi-conducteurs a connu une année 2011 en demi-teinte, principalement en raison d'un plus fort ralentissement de la consommation des ménages, en particulier des biens électroniques. Parmi les grands comptes, seule la branche automobile a affiché une bonne résistance. Le niveau des inventaires chez les distributeurs, quoiqu'encore relativement élevé, est en baisse par rapport au milieu de l'année 2011. Ceci est plutôt de bon augure, et on anticipe une reprise en seconde partie d'année 2012.

Dans le secteur du tourisme d'affaires, le taux de croissance a été de 4% en 2011, légèrement en dessous des 5% prévus et très en retrait par rapport à 2010. Le taux de change favorable du dollar ainsi que l'augmentation des déplacements vers les Etats-Unis ont certes joué un rôle positif, mais d'autres facteurs, notamment structurels, ont pesé en défaveur. Pour 2012 les projections restent conformes à celles de 2011 : la conjoncture est incertaine. Avec des prix de carburant à la hausse, les compagnies aériennes vont continuer à réduire leurs coûts (vols et routes annulées) ce qui risque d'induire une augmentation du prix des titres de transport. Cette situation aura sans doute un impact sur l'activité du secteur du tourisme d'affaires.

Le secteur de la santé résiste bien, ce n'est pas une surprise.

L'année 2011 aura prouvé la résistance du secteur de la santé : malgré une baisse de consommation de biens de santé, soulignée par la presse spécialisée et les sociétés d'assurance, 2011 n'aura pas connu, comme cela a été le cas en 2008, de gel massif des investissements hospitaliers. Confrontés à de nécessaires contraintes d'économies, les hôpitaux américains continuent d'investir dans l'automatisation et l'amélioration de leurs procédures internes. La prise de conscience du problème de santé publique posé par les infections contractées à l'hôpital continue de soutenir les ventes de screening et surveillance, notamment en biologie moléculaire. L'activité des jeunes entreprises innovantes (JEI) de la région de Boston, dans des secteurs de pointe comme le séquençage ou le ciblage personnalisé de cancers, s'est aussi affirmée en 2011.

[10] Source : Réserve fédérale.
[11] Voir note n°5.

Il est plus difficile de trouver des espaces de laboratoires à louer, même lorsque les JEI se regroupent pour prendre bail.

Poussées par la crise, de nombreuses entreprises américaines continuent de poursuivre l'amélioration de leurs systèmes d'information. Les sociétés de services informatiques se portent plutôt bien, avec des taux de croissance de près de 15% en 2011.

L'importance croissante des réseaux sociaux se confirme

Nous avions noté précédemment la part croissante prise par les réseaux sociaux en matière de veille stratégique et concurrentielle. Ce phénomène se confirme. Les entreprises cherchent de plus en plus à savoir ce qui se dit sur elles dans les réseaux sociaux, notamment dans les secteurs de l'assurance, de la cosmétique et de la chimie. On assiste également à l'émergence de nouvelles formes de communication B2C qui utilisent plus largement les réseaux sociaux.

En conséquence, après s'être interrogées sur la nécessité de leur présence aux Etats-Unis et parfois même après avoir délocalisé leur activité, un nombre significatif de JEI françaises viennent ou reviennent s'installer en Nouvelle-Angleterre, notamment dans les secteurs des matériels et dispositifs médicaux, du logiciel et des réseaux sociaux.

Le financement des entreprises est toujours difficile :

Le volume d'activité du capital risque aux Etats-Unis a progressé de 10% en 2011 en valeur et de 6% en nombre de transactions par rapport à 2010. Les trois secteurs les plus importants sont les sciences de la vie (26%), les technologies de l'information (24%) et les énergies propres (15%). A noter une progression de plus de 20% en 2011 des sociétés de matériels et dispositifs médicaux. La Silicon Valley reste de loin la première zone géographique, avec en deuxième place la Nouvelle Angleterre avec un peu plus de 10%, juste devant New-York.

En dépit de ces tendances, la section reste convaincue que le capital risque est toujours en difficulté, avec des évaluations souvent très élevées qui freinent les investissements en capital, et des stratégies d'introduction en bourse aléatoires qui conduisent les investisseurs à rester plus longtemps dans le capital des JEI. Ceci réduit la mobilité des capitaux vers les sociétés qui ont besoin et met à mal le modèle économique du capital risque.

Par ailleurs, le marché du financement des PME demeure très frileux. Les banques ont resserré leurs conditions et ont accru leur niveau d'exigence pour les entreprises : l'obtention de financements est, comme pour les particuliers, assortie d'un mécanisme d'évaluation qui détermine si le demandeur est ou non qualifié. Les banques tendent aussi à réduire significativement leurs lignes de crédit dès qu'elles le peuvent, ce qui pousse par ailleurs les entreprises à faire des efforts de rationalisation.

Enfin, la difficulté d'accès à des financements privés se fait de plus en plus évidente pour les jeunes entreprises de biotechnologie. Concurrence, aversion au risque des investisseurs et législations inadaptées ne facilitent pas la tâche des entrepreneurs.

Il redevient plus difficile de recruter des employés hautement qualifiés

La section note que les entreprises ont tendance recruter de nouveau, et à lancer leurs recrutements en même temps ce qui rend plus difficile encore le recrutement de salariés qualifiés à des niveaux de salaires raisonnables, des demandes d'augmentation de 10% à 15% n'étant pas rares dans l'informatique et les technologies web. Ce phénomène n'est pas observé dans d'autres régions, la Californie par exemple.

De même, la section a observé une grande disparité dans le prix de location de surfaces de bureaux entre la Nouvelle Angleterre et la Californie, avec parfois un rapport de un à dix en faveur de la Californie.

Des développements intéressants à noter en matière énergétique : le gaz naturel défie les sources d'énergies anciennes et nouvelles, et des investissements lourds sont à prévoir pour le transport de l'électricité

L'utilisation du charbon dans la production d'électricité aux Etats-Unis (52% du total) fait l'objet de beaucoup d'attention des pouvoirs publics en raison de la pollution de l'air induite. L' « EPA » (« *U.S. Environmental Protection Agency* ») devrait émettre de nouvelles normes plus contraignantes, c'est un des objectifs de l'Administration Obama. Les énergies renouvelables attirent toujours les investissements et bénéficient encore de subventions. L'arrivée de produits chinois dans l'éolien et plus récemment dans les panneaux solaires permet un véritable décollage.

En revanche, le secteur du gaz naturel est pleine effervescence, au point d'apparaître comme un axe de développement majeur dans les années à venir. La part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie pourrait passer de 25% à 40%. Le gaz de schiste, présent en quantité considérable dans le sous-sol des Etats-Unis, pourrait représenter une source d'énergie très importante. Des directives de l' « EPA » sont d'ailleurs attendues. Cette exploitation ne sera pas exempte d'effets secondaires indésirables, notamment en ce qui concerne le traitement des eaux usées lié à l'extraction de gaz. Des entreprises spécialisées s'attachent actuellement à développer de nouveaux types de membranes adaptées à ces filtrages très particuliers.

Transport de l'électricité

Il faut s'attendre a un mouvement de concentration dans le secteur car de gros investissements sont nécessaires dans les infrastructures de transport d'électricité, du fait notamment de la réduction du nombre de centrales à charbon. Par ailleurs la mise en place du « Smart Grid », qui repose sur l'installation de capteurs « intelligents » chez les utilisateurs finaux va provoquer une explosion du volume de données à gérer. Les experts s'attendent à des investissements significatifs en nouveaux systèmes d'information, facteur qui contribuera également à la nécessité d'alliances entre fournisseurs et prestataires.

Rédacteurs : X. Touret (Natixis GAM) et A. Mynard (Attaché pour la science et la technologie, Consulat général de France à Boston).

Contributeurs : Section CCEF de Nouvelle Angleterre